

PIÈTRE PROPAGANDE DE LA LIGUE MARITIME ET COLONIALE EN FRANCE, PIÈTRE IMAGE DE LA FRANCE AUPRÈS DES INDOCHINOIS

MARCHE IMMOBILE
par G. Peyrot
(*L'Avenir du Tonkin*, 4 février 1928)

Gaston Peyrot

Licencié ès lettres et ès sciences, licencié en droit.
Professeur en Guyane, en Égypte, en Nouvelle-Calédonie, puis à Madagascar.
Ancien directeur de l'enseignement primaire au Tonkin (démis pour divergences avec le résident supérieur).
Fondateur du journal *L'Éclaireur* à Hanoï (juin 1925-février 1926)
Rédacteur en chef de *L'Avenir du Tonkin* (nov. 1927)
Attaché au bureau de presse du gouvernement général à Hanoï (mai 1929-juillet 1931).
Professeur au Lycée Albert-Sarraut, de Hanoï.
En congé de six mois à Poitiers (Vienne)(juin 1936). En retraite.

La mode capricieuse et éphémère vient de se porter, en France, sur un objet insolite. La vogue est, actuellement, aux colonies.

On en parle avec une grande abondance verbale. Des conférenciers prennent, en public, sur elles, des avis entendus Ils revêtent une compétence qui en donne à croire. Ils ont eu une révélation livresque. Ils s'efforcent d'y faire participer leur auditoire d'une heure. Ils sont glorieux de leur court savoir et de tenir un rôle. Ils officient.

Il faut leur pardonner leur fatuité. Ils ont la conviction momentanée de contribuer à former cette mentalité impérialiste que désire créer chez nous l'ineffable monsieur Léon Perrier. Ils ont le sentiment de servir la France aux cent millions d'habitants ! Leur vaniteuse satisfaction sera courte, d'ailleurs. L'engouement passager pour le sujet qu'ils traitent bientôt cessera. Ils oublieront vite, eux-mêmes, leurs propres dissertations.

Je me suis trouvé dans l'obligation d'assister à quelques exposés de propagandistes de la Ligue maritime.

Ceux qui péroraient ne connaissaient la mer que pour l'avoir vue sur des plages. Ils n'avaient point navigué et ne se sentaient aucun désir de passer l'eau. Leurs fils faisaient très sagement des études de droit, dont ils n'avaient garde de les détourner pour la marine d'État ou de commerce.

Ils avaient reçu de Paris, toutes faites, les harangues qu'ils débitaient. Ils s'extasiaient eux-mêmes, avec naïveté, sur les projections qui les illustraient. C'était touchant et ridicule.

La plupart des protagonistes de l'idée coloniale ne sont pas mieux informés des terres lointaines dont ils discutent.

On peut mettre en doute qu'il se trouve indistinctement dans les groupements d'« Amiens, Annecy, Auch, Avignon, Bourges, Caen, Chambéry, Cherbourg, Clermont-Ferrand, Colmar, Dijon, Dunkerque, Grenoble, La Rochelle, Lille, Lyon, Metz, Montpellier, Mulhouse. Nancy, Nantes, Nice, Paris, Reims, Rennes, Rouen, Sarrebruck, Toulouse, Troyes et Versailles » — j'en reproduis une liste officielle — des hommes qualifiés pour prendre la parole sur nos possessions extérieures.

En auraient-ils tous une connaissance directe, leur verbe n'en serait pas moins inopérant, inefficace. Il ne tend pas à une fin précise, définie.

Il y a trente ans, le gouvernement canadien a mené une action énergique et coordonnée en vue de décider de jeunes Français à émigrer vers les rives du Saint-Laurent. On s'est efforcé, longtemps, d'attirer des colons en Algérie et en Tunisie. Lemaire. On met, actuellement, plus de réserve à les solliciter.

Au lendemain de la guerre, le Maroc s'est largement ouvert aux initiatives privées. On estimait, en 1921, que cinquante mille de nos compatriotes s'y étaient rendus sous son patronage moral pour tenter la fortune. L'office de l'empire chérifien à Paris, inquiet du succès rapide du recrutement qu'il avait organisé, en est à décourager, sagement ceux qui sont encore désireux de s'y fixer.

La propagande avait, dans ces différents cas, un but déterminé. Elle y était appropriée.

On ne voit pas l'utilité qu'elle peut présenter pour l'Indochine.

La mise en valeur de ce pays est le fait de hardis pionniers, et d'hommes virils. On leur doit de l'admiration. Ils appartiennent à une époque héroïque qui est révolue.

Pour les continuer, des particuliers ne suffisent pas. Leurs ressources sont trop limitées. De puissantes sociétés en sont seules capables. Elles ont l'argent, un outillage perfectionné, des techniciens avisés.

Elles ne se constituent pas à l'issue de manifestations oratoires. Les hommes d'affaires, les banquiers ne s'y mêlent pas. Ils n'ont rien à y apprendre. Ils n'ont point à découvrir cette colonie. Ils laissent aux gens du monde cette stérile jouissance. Ils en savent les possibilités immédiates et les richesses latentes. Ils ont l'habileté d'intervenir pour se les assurer.

La publicité est donc sans effet sur l'apport avantageux des capitaux. Elle est susceptible de favoriser la spéculation sur des valeurs locales dépréciées et de permettre d'illicites coups de Bourse.

Elle est de nature à susciter d'innombrables candidatures aux emplois administratifs qui devraient être, par priorité, réservés aux fils des colons aptes à les occuper.

Elle ne saurait déterminer un afflux rémunérateur de touristes. Les traversées sont longues et trop onéreuses.

Cette terre n'est point prodigue de beautés naturelles. Les grandes œuvres d'art y sont rares : elle ne peut attirer ni retenir les riches désœuvrés en quête d'exotisme.

Elle ne comportera aucune divulgation pratique de nos produits bruts ou manufacturés. L'Agence économique, elle-même, y réussit mal.

La propagande chère à monsieur Perrier apparaît donc comme illusoire. Par sa précarité, elle restera sans portée. Les parlotes ne préparent pas à l'action.

Les comités formés pour la soutenir n'exerceront point l'influence politique qu'on attend d'eux, rue Oudinot.

On voudrait qu'ils interviennent dans les élections prochaines pour obtenir des candidats l'énonciation d'un programme colonial ! On ne peut donner davantage dans la chimère.

Plusieurs partis s'affirment « réalistes » Ils prétendent échapper à l'idéologie. Monsieur Perrier ne doit pas y être inscrit.

On peut servir l'Indochine autrement que par le battage inconsidéré préconisé en haut lieu. Il est médiocrement important de satisfaire la curiosité inconstante de quelques compatriotes soucieux d'avoir sur elle des informations qui les feront paraître avertis de ce qui s'y passe.

Enseigner la France aux étudiants annamites qui fréquentent nos universités et nos grandes écoles est une œuvre plus opportune.

Ils la méconnaissent. Ils ont sur elle des notions étroites et fausses. Ils s'exagèrent nos travers. Ils ne soupçonnent pas nos solides qualités.

On les laisse dans l'ignorance des grands travaux que nous exécutons.

Je me suis entretenu avec des jeunes gens qui étaient de retour d'Aix. Ils ne savaient rien du canal de Rove dont l'inauguration avait eu lieu durant leur séjour.

Notre puissance industrielle et commerciale leur demeure inconnue. Ils ne sont conviés à visiter ni nos usines, ni nos manufactures.

Ils n'ont point le spectacle de nos parades militaires.

Ils ne possèdent pas une estimation correcte et salutaire de nos forces terrestres et navales.

Ils sont abandonnés à leurs impressions vagues et superficielles. Elles ne sont, par nos soins, ni redressées, ni approfondies.

Le service de contrôle ¹ institué au Ministère est inopérant.

Il vient de passer, on le sait, des mains de monsieur Chassaing ² à celles de monsieur Lemaire.

J'ai vu, il y a moins d'un an, monsieur Chassaing rue de La-Boétie. J'ai peine à croire qu'il se soit déplacé à travers la France pour prendre contact avec les jeunes indigènes placés sous son patronage moral.

Quand on connaît le scepticisme désabusé de monsieur Lemaire, on ne peut espérer de lui une activité débordante.

Pour instaurer la propagande nécessaire, la foi lui manquera.

Il est permis de penser qu'on néglige trop, dans cette colonie même, de répandre d'utiles connaissances sur notre pays. On reste confondu, en effet, des conceptions bizarres que s'en font les Annamites pauvrement instruits. Elles n'ont que de lointaines relations avec la vérité. Elles sont rarement propres à promouvoir notre prestige. Il vaudrait mieux ne pas laisser se perpétuer les préjugés et les préventions qui ont cours. Nul ne se préoccupe de les combattre.

L'image que se composent de la France les Man, les Muong et les Thai est probablement plus inexacte encore.

Ces populations ne semblent pas nous être foncièrement hostiles. Il conviendrait de les prémunir contre les menées subversives de notre influence qui risquent de s'exercer insidieusement sur elles.

La propagande extérieure est oiseuse et vaine. Ceux qui s'y adonnent loueront l'Indochine, mais n'y viendront pas. Ils sont des entraîneurs immobiles.

La propagande intérieure est impérieuse et urgente.

L'ordre comme la sécurité dans les cités et dans les campagnes en dépendent.

Elle n'est pas même ébauchée.

¹ Service d'assistance morale et intellectuelle des indochinois en France.

² Paul Chassaing (Toulouse, 1877-Monaco, 1948) : résident-maire de Phnom-penh, chef de la province de Kompong-thom (1924), inspecteur des affaires politiques du Cambodge, chef du Service d'assistance morale et intellectuelle des Indochinois en France (1927), attaché à l'Agence économique de l'Indochine, à Paris, résident-maire de Dalat (1928). Administrateur de la Société agricole et industrielle de Cam-Tièm (puis de la Société indochinoise de plantations d'hévéas), des Hauts Plateaux Indochinois et des Hévéas de Xuan-Loc.

Il ne suffit pas, cependant, d'être les maîtres pour emporter approbation unanime. Il faut, à notre époque, paraître avoir raison.
